

Revue *Diplômées*, n° 272-273, « 100 ans de lutte(s) pour l'égalité », éd. La Route de la soie, juillet 2020, sous la direction de Claude Mesmin et de Sonia Bressier, 376 p., ISBN : 979-10-9704255-4, 22 €.

Ce numéro spécial de la revue de l'AFFDU fête le centenaire de l'association (*Association Française des Femmes Diplômées des Universités*). L'objectif de l'association a été de lutter pour l'égalité entre les femmes et les hommes en soutenant l'éducation des femmes. Les articles réunis sont organisés en quatre parties : 1) les luttes historiques, 2) définir le féminisme, 3) portraits, 4) et demain ?

Auteurs et autrices mettent en lumière les luttes des femmes sur la longue durée : l'époque des suffragettes en Angleterre (cf. C.-M. Belliard), les luttes féministes contre le politico-religieux en France (Monique Dental), un panorama des cent ans d'engagement pour les femmes (Y. Cagan), les actions de l'AFFDU auprès de la commission Femmes d'Amnesty International sont abordées à propos de la défense des droits humains (en dépit des dissensions après 2006).

La journaliste Isabelle Germain présente les combats de sa publication sur internet *les nouvelles News* pour en finir avec le « sexisme ordinaire » et banalisé (de 2009 à 2019) en soulignant des tentatives d'action et d'information contre une presse générale où le machisme ordinaire est monnaie courante !

Les définitions du féminisme sont analysées. Le travail politique des militantes a été utile comme point d'appui aux scientifiques qui tentèrent dans les années 1970 de rendre visibles les femmes dans les sciences sociales. Nombreuses sont celles dont le niveau scolaire s'élève. À cette époque les mouvements féministes montrent davantage l'oppression dont sont victimes les femmes. Tous les champs du social sont questionnés dont celui de la contraception. Dans ce contexte furent votées la loi Neuwirth en 1967 et la loi Veil en 1974.

Les approches de l'histoire et de l'anthropologie se croisent et quelques synthèses sont ébauchées. Ce qui apparaît comme universel, à savoir la domination des femmes par les hommes, a été l'objet de plusieurs analyses théoriques dont celle de Françoise Héritier en 1996. La sociologue s'est

emparée des questions féministes renouvelant ainsi le regard sur maints aspects de la société. Les sociologues durent aussi revoir les catégories qui leur servaient à analyser la société. On passa ainsi du sexe (dimension biologique) au genre (dimension sociale). Le genre est défini comme un élément constitutif des rapports sociaux fondé sur les différences perçues entre les sexes. Cependant, de nos jours des oppositions s'expriment dans le féminisme entre les universalistes et les essentialistes. Des débats sont présents à propos du féminisme multifactoriel : il désigne des situations où la combinaison de plusieurs formes de domination rend invisibles celles qui en souffrent. Ce féminisme a par exemple fait de l'écriture inclusive une de ses actions dans l'hexagone.

Nicole Fouché aborde dans son article «Ce que les femmes françaises doivent au féminisme-1920-2020 » une réflexion sur l'évolution de l'éducation des filles, sur la lutte pour l'accès au droit de vote, mais aussi sur le corps des femmes, de l'oppression à l'émancipation dont les étapes furent douloureuses.

Quatre portraits de femmes mettent l'accent sur des personnalités dont l'action et l'activité professionnelle s'exercèrent dans des domaines bien différents.

Le dernier questionnement porte sur demain parmi les sujets abordés : le transsexualisme, son constat médical et son évolution juridique.

D'autre part, les nouvelles générations utilisent des technologies numériques qui peuvent accentuer les inégalités entre les femmes dans la société, encore faut-il en prendre connaissance pour agir sans creuser le fossé des inégalités. Les prises de conscience des violences à l'égard des femmes se sont accrues cependant avec l'aide de ces nouvelles technologies qui fluidifient l'information : encore est-il nécessaire d'apprendre à réfléchir pour agir efficacement. De nouveaux combats sont à mener pour les femmes tant du point de vue législatif que sur le terrain. Toutes ces questions exigent que les filles et les femmes soient formées et progressent dans les études supérieures. Menaces et opportunités se font face.

Catherine Chadeaud, secrétaire générale de REFH